

Bundesversammlung

Assemblée fédérale

Assemblea federale

Assamblea federala



## **CRaha 05-20 Demande concernant Emil Broger**

---

Rapport de la Commission de réhabilitation du 30 novembre 2005

---

1. La Commission de réhabilitation de l'Assemblée fédérale constate que le jugement pénal de l'office régional du juge d'instruction (Bezirksamt) de Unterrheintal rendu le 2 novembre 1938 à l'encontre d'Emil Broger a été annulé en date du 1<sup>er</sup> janvier 2004, en application de la loi fédérale du 20 juin 2003 sur l'annulation des jugements pénaux prononcés contre des personnes qui, à l'époque du nazisme, ont aidé des victimes des persécutions à fuir.
2. Cette constatation sera publiée de manière appropriée.
3. Il est statué sans frais.

Pour la commission :  
La présidente

Françoise Saudan



## Considérations :

1. Emil Broger, né le 25 novembre 1905, fils de Jakob Anton et de Babetta, née Schefer, de Gonten, alors domicilié à Schmitter, a caché à son domicile cinq réfugiés que deux autres passeurs avaient conduits en Suisse dans la nuit du 16 au 17 septembre 1938 près de Diepoldsau.

Le 2 novembre 1938, l'office régional du juge d'instruction (Bezirksamt) de Unterrheintal a jugé Emil Broger coupable d'aide à la fuite et l'a condamné pour infraction à la loi fédérale du 26 mars 1931 sur le séjour et l'établissement des étrangers (LSEE ; RS 142.20) à une amende de 100 francs.

2. En vertu de l'art. 7, al. 2, let. b, de la loi fédérale du 20 juin 2003 sur l'annulation des jugements pénaux prononcés contre des personnes qui, à l'époque du nazisme, ont aidé des victimes des persécutions à fuir (ci-après la loi ; RS 371), la Fondation Paul Grüninger a déposé le 16 août 2005 une demande visant à faire constater que la loi précitée a annulé, en date du 1<sup>er</sup> janvier 2004, le jugement rendu le 2 novembre 1938 par l'office régional du juge d'instruction de Unterrheintal à l'encontre d'Emil Broger.

3. La loi a pour effet d'annuler tous les jugements pénaux prononcés contre des personnes qui, à l'époque du nazisme, ont aidé des victimes des persécutions à fuir et de les réhabiliter de plein droit (art. 1 à 4). Elle dispose en outre que la Commission des grâces de l'Assemblée fédérale, agissant en tant que commission de réhabilitation, constate, sur requête, si un jugement pénal déterminé est visé par l'annulation générale et abstraite de tous les jugements rendus pour aide aux fugitifs (art. 6, al. 1 ; Rapport de la Commission des affaires juridiques du Conseil national du 29 octobre 2002, FF 2002 7239, ch. 3).

Il n'appartient en revanche pas à l'autorité de céans de réhabiliter une nouvelle fois les personnes ayant prêté assistance aux fugitifs.

4. L'annulation de tous les jugements pénaux prononcés contre des personnes ayant aidé des fugitifs a été décidée parce que, dans l'optique actuelle, ces condamnations sont ressenties comme une violation grave du sentiment de justice. Il convient donc de prendre en considération le développement et les changements de conception intervenus depuis lors, en particulier l'évolution en matière de droits de l'homme.

Selon l'art. 4 de la loi, sont réhabilitées toutes les personnes condamnées pour aide à la fuite au profit de réfugiés persécutés par le régime nazi. Il s'agit d'une réhabilitation morale qui doit être distinguée de la réhabilitation au sens des art. 77 ss du code pénal du 21 décembre 1937 (annulation de peines accessoires ; CP ; RS 311.0). Contrairement aux réhabilitations antérieures, celles-ci ne résultent désormais plus exclusivement d'une déclaration du Conseil fédéral, mais de la loi elle-même.



5. L'annulation des jugements pénaux a un effet rétroactif (ex tunc) en tant que ces jugements ne pourraient être rendus conformément au droit d'un point de vue actuel. L'annulation n'intervient toutefois pas de manière rétroactive (ex nunc) dans la mesure où il ne serait pas possible de revenir, de par leur nature, sur certaines conséquences juridiques des jugements.

C'est en ce sens que l'art. 13 de la loi précise que la décision en constatation portant sur l'annulation des jugements pénaux n'ouvre aucun droit à des dommages-intérêts ni à une indemnité pour tort moral.

6. La demande a été déposée dans les délais (art. 8). En vertu de l'art. 7, al. 2, let. b, de la loi, la Fondation Paul Grüninger a qualité pour déposer une telle demande ; il ne résulte pas du dossier que cette dernière a été présentée contre la volonté d'Emil Broger respectivement de ses proches (art. 7, al. 3).

7. Le 2 novembre 1938, l'office régional du juge d'instruction de Unterrheintal a jugé Emil Broger coupable d'avoir violé la LSEE en raison de son aide à la fuite et l'a condamné à une amende de 100 francs. Il y a dès lors lieu de constater que ce jugement a été annulé par la loi.

8. Le dispositif de la décision est publié de manière appropriée; la publication est subordonnée au consentement du requérant (art. 11, al. 2).

La Commission de réhabilitation communique ses décisions en constatation sur sa page Internet et par des communiqués de presse. S'il existe des indices que la personne concernée ou ses proches ne seraient pas d'accord avec une publication complète de la décision, la commission se contente d'indiquer qu'elle a pris une décision et de mentionner de manière anonyme les circonstances fondant la réhabilitation.

Comme la requérante a donné son accord à la publication des décisions et qu'aucune objection de la part d'Emil Broger ou de ses proches n'est connue, la présente décision sera publiée intégralement.

La procédure devant la Commission de réhabilitation est gratuite (art. 12). La loi ne prévoit pas l'octroi de dépens.

Les décisions de la Commission de réhabilitation sont sans appel (art. 11, al. 3).